

empreint d'indécision, car le ministre a souligné tous les éléments dont une solution devrait tenir compte, mais il n'a su formuler aucune solution ou recommandation.

Enfin, monsieur l'Orateur, ce discours est empreint de confusion. D'abord, le ministre a mal interprété quelques remarques et conseils formulés par le chef de mon parti. Par exemple, il a dit que s'il démissionnait, comme l'a proposé mon chef, il se déroberait à ses responsabilités. Or mon chef, le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), a proposé au ministre de démissionner parce qu'il s'était déjà dérobé à ses responsabilités. Il est temps que l'on passe à l'action; autrement, le ministre n'aura pas d'autre parti à prendre.

Alors, monsieur l'Orateur, le ministre a pris sur lui de réciter une liste de points qui, selon lui, représentaient les mesures prises par le gouvernement pour aider l'agriculture. Il a décrit ces mesures comme une aide provisoire, une aide d'urgence. A mon avis, cela ressemblait plus à la litanie qui accompagne les derniers sacrements. S'il pense que cela peut résoudre en quelque façon le problème, je crains qu'il ne se trompe misérablement.

Je ne traiterai pas tous les points qu'il a soulevés, mais je vais en passer quelques-uns en revue, afin de montrer combien est stérile la méthode du ministre. Il a prétendu que les paiements d'assistance à l'agriculture des Prairies et d'assurance-récolte versés cette année faisaient partie du premier programme d'aide. Pourtant, monsieur l'Orateur, ces programmes existent bel et bien. Les fonds qu'ils dispensent proviennent en majeure partie des fermiers eux-mêmes. Ces programmes sont certes indispensables, mais ils ne sont pas conçus pour régler les problèmes actuels.

Le ministre a prétendu que les autorités étudiaient des demandes de remise d'échéance pour des prêts consentis par la Société du crédit agricole. Cela est devenu indispensable à cause de l'inaction du gouvernement. Le ministre pense peut-être pouvoir leurrer certains députés, mais qu'il sache que les fermiers ne s'y laisseront pas prendre. Ils ne croiront pas à ces promesses-là.

Enfin, il a donné à entendre que l'augmentation du quota de trois boisseaux accordée l'automne dernier faisait partie du programme d'aide à l'agriculture. C'est le comble, monsieur l'Orateur. Pareille déclaration est diamétralement opposée à celles que le ministre de l'Industrie et du Commerce a faites à la Chambre quand il a admis que la façon dont ce programme avait été présenté était une erreur, et que c'est ce qui avait

amené, dans une large mesure, certains des problèmes éprouvés par l'agriculture de l'Ouest depuis quelques mois. Le ministre prétend maintenant que cette mesure est une de celles que le gouvernement a prises pour remédier à la grave situation agricole dans l'Ouest.

La façon dont le gouvernement libéral traite des problèmes agricoles depuis un an se résume en deux points. D'abord, on n'a jamais vu autant de gâchis et de bévues dans la conduite des affaires agricoles. Ensuite, le refus du gouvernement de prendre des mesures pour atténuer la crise économique à laquelle font face les agriculteurs de l'Ouest est un exemple frappant de son impitoyable indifférence. Le fait que le gouvernement libéral d'Ottawa n'ait pas su s'attaquer à la crise agricole de l'Ouest a conduit l'économie agricole des Prairies à deux doigts de la faillite. Soutiens des prix insuffisants, politiques de mise en vente inefficaces, problème du grain humide traité en dépit du bon sens, voilà la plus grande accumulation d'erreurs jamais commises par un gouvernement canadien en si peu de temps, relativement à un problème de première importance.

Inutile de revoir dans le détail la façon dont la situation du grain humide a été réglée. Il suffit de dire que depuis l'ouverture de la session, en septembre dernier, le gouvernement a adopté une politique attentiste. Mais quand il devint manifeste qu'il fallait faire quelque chose, le gouvernement s'est affolé et a pris des mesures pour faire ajouter trois boisseaux au contingent de livraison du grain humide. Personne n'ignore maintenant que ce fut une grave erreur. Le gouvernement n'a fourni aucune aide pour dénouer cette crise. Le gouvernement prétend maintenant que ce problème n'existe plus. Cela me rappelle l'antienne qui retentit souvent à nos oreilles: «A la longue, le problème sera résolu.» Monsieur l'Orateur, à la longue, nous serons tous morts.

De même, le gouvernement ferme les yeux devant le problème du transport. En dépit des avertissements répétés donnés par mes collègues en cette enceinte et par divers organismes agricoles, le gouvernement s'est tourné les pouces et a déclaré que tout allait très bien. Dès le 12 décembre dernier, les administrateurs du Syndicat du blé de la Saskatchewan signalaient:

Nous courons le risque que le réseau de transport des céréales des Prairies aux élevateurs terminus soit encombré de céréales en mauvais état; ainsi le Canada ne sera peut-être pas en mesure d'honorer ses engagements exigeant l'exportation du blé sec.